

Questions orales

L'ENVIRONNEMENT

PROPOSITION DE RENVOI AU COMITÉ DE LA QUESTION DES
PERMIS DE FORAGE DANS LA MER DE BEAUFORT

M. Bob Wenman (Fraser Valley-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement. Vu la décision de retarder l'émission de permis de forage pour le pétrole dans la mer de Beaufort, et comme le ministre de l'Environnement a dit que les opérations de forage effectuées dans la mer de Beaufort auraient des répercussions importantes sur l'environnement, qu'il y ait ou non pollution, le ministre envisagerait-il de renvoyer la question des répercussions sur l'environnement du forage effectué dans la mer de Beaufort au comité permanent compétent de la Chambre pour étude spéciale?

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Environnement): Monsieur l'Orateur, un comité de techniciens a étudié la question. Nous avons reçu le rapport et je pense que le député en a aussi une copie. Je crois qu'il a été discuté ce matin au comité permanent des pêches et des forêts. Le cabinet est maintenant saisi de la question et j'attends une réponse.

* * *

L'INDUSTRIE

TRIDENT AIRCRAFT CORPORATION—LA DEMANDE DE
SUBVENTION

M. John Reynolds (Burnaby-Richmond-Delta): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce et a trait à Trident Aircraft Corporation de Richmond, en Colombie-Britannique. Étant donné que la Corporation de Développement de la Colombie-Britannique et les actionnaires de l'entreprise ont convenu d'investir des fonds considérables si le gouvernement fédéral garantissait un prêt ou accordait une subvention dans le cadre du programme pour l'avancement de la technologie industrielle, le ministre est-il en mesure de dire si une décision favorable sera prise sous peu, ou quelque décision que ce soit à ce sujet?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, je n'étais pas au courant des derniers événements en ce qui concerne le gouvernement de la Colombie-Britannique, mais je suis heureux de constater qu'il appuie cette entreprise. Avant qu'on me pose la question ce matin, il y a trois ou quatre semaines, j'ai demandé à nos fonctionnaires de discuter avec Trident toute aide supplémentaire que nous pourrions donner. Le député sait déjà que nous avons fourni une aide considérable à ce projet. Je vais certainement vérifier ces nouveaux renseignements pour voir s'ils peuvent être utiles.

* * *

● (1200)

L'AGRICULTURE

LES IMPORTATIONS DE POULETS À GRILLER—LES
RESTRICTIONS ENVISAGÉES

M. G. H. Whittaker (Okanagan Boundary): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Plus tôt au cours de la période des questions, le

[M. Andras.]

ministre a déclaré que l'industrie du poulet à griller serait bientôt contrainte de fermer ses portes en raison des importations à bas prix au Canada. Son gouvernement est-il d'accord et, si non, que va-t-il faire à ce sujet?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, ce problème nous préoccupe, mais c'est l'affaire des producteurs eux-mêmes. Nous avons des lois pour les protéger s'ils remplissent les formalités nécessaires et prouvent que leur industrie peut actuellement administrer la production. J'ai parlé d'importations à bon marché des États-Unis. Je n'ai pas dit qu'il s'agissait de dumping.

LE TABAC—LE FAIBLE REVENU DES PLANTEURS—LES
MESURES CORRECTIVES ENVISAGÉES

M. Bruce Halliday (Oxford): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse aussi au ministre de l'Agriculture. Les prix sont bas cette année aux enchères de tabac et les planteurs de tabac ont peine à assumer leurs frais. Le ministre croit-il qu'il y a là motif à s'inquiéter? Cela est-il de la compétence de son ministère? S'il y a là un véritable problème, que fera-t-il à ce sujet?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, certaines de ces inquiétudes sont à mon avis justifiées, mais je n'irais pas jusqu'à dire qu'elles le sont toutes. J'ai rencontré cette semaine des planteurs de tabac de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard, du Québec et de l'Ontario. Ils nourrissent des inquiétudes à propos de l'achat dans l'industrie du tabac et ils se demandent jusqu'à quel point une concurrence réelle existe entre les acheteurs. Ils sont préoccupés par le fait qu'ils ont des stocks pour 18 mois et qu'il entre au Canada du tabac importé des États-Unis et d'autres parties du monde qui leur enlève leurs marchés. Ils ont aussi parlé d'un éventuel office national de commercialisation du tabac.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

QUESTION DE PRIVILÈGE

M. SHARP—LES PROPOS DU DÉPUTÉ DE YORK-SIMCOE DANS
LE DÉBAT DU 18 MARS

L'hon. Mitchell Sharp (président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, je pose la question de privilège dont je vous ai donné avis. Hier soir, l'honorable député de York-Simcoe (M. Stevens) a enfreint les règles de procédure de la Chambre en faisant des allégations non fondées sur des ministres qu'il n'a pas identifiés. A la page 11926 du hansard d'hier, on rapporte les paroles suivantes de l'honorable député:

Nos dirigeants actuels semblent avoir adopté la devise suivante: «Faites ce que je vous dis, non pas ce que je fais». Cela se voit dans l'affaire des juges actuellement à l'étude, monsieur l'Orateur. Quel autre gouvernement que notre gouvernement actuel permettrait à des ministres du cabinet qui ont enfreint la loi de rester en place?